Études d'histoire religieuse

Les Archives des diocèses catholiques du Canada

Sylvain Gosselin

Volume 61, 1995

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1007135ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1007135ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société canadienne d'histoire de l'Église catholique

ISSN

1193-199X (imprimé)

1920-6267 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Gosselin, S. (1995). Les Archives des diocèses catholiques du Canada. *Études d'histoire religieuse*, 61, 63–79. <https://doi.org/10.7202/1007135ar>

Résumé de l'article

Les archives des diocèses catholiques constituent l'une des sources documentaires les plus riches du Canada, tant par leur ancienneté que par leur diversité. Durant de nombreuses années, l'accès aux dépôts diocésains était limité à une clientèle privilégiée composée d'administrateurs diocésains et de personnes dûment autorisées. Cependant, cette situation a sensiblement évolué depuis la décennie 1970. Désormais, les chercheurs peuvent davantage bénéficier de la richesse plus largement accessible de cette masse documentaire.

Afin de démontrer la spécificité des archives des diocèses catholiques du Canada, nous nous proposons ici de décrire leur cadre juridique, de présenter une étude de cas : celui des archives de l'archidiocèse de Rimouski, de donner un aperçu de la recherche qui se fait au niveau des archives diocésaines et de signaler l'intérêt de cette documentation pour l'histoire des diocèses.

Les Archives des diocèses catholiques du Canada

Sylvain GOSSELIN¹

Archiviste de l'archidiocèse de Rimouski

Résumé: Les archives des diocèses catholiques constituent l'une des sources documentaires les plus riches du Canada, tant par leur ancienneté que par leur diversité. Durant de nombreuses années, l'accès aux dépôts diocésains était limité à une clientèle privilégiée composée d'administrateurs diocésains et de personnes dûment autorisées. Cependant, cette situation a sensiblement évolué depuis la décennie 1970. Désormais, les chercheurs peuvent davantage bénéficier de la richesse plus largement accessible de cette masse documentaire.

Afin de démontrer la spécificité des archives des diocèses catholiques du Canada, nous nous proposons ici de décrire leur cadre juridique, de présenter une étude de cas: celui des archives de l'archidiocèse de Rimouski, de donner un aperçu de la recherche qui se fait au niveau des archives diocésaines et de signaler l'intérêt de cette documentation pour l'histoire des diocèses.

* * *

Introduction

La richesse des dépôts d'archives religieuses du Québec n'est plus à démontrer. Les congrégations religieuses, confréries, séminaires, paroisses et diocèses fournissent des documents essentiels à la compréhension de notre histoire tant au niveau national que local.

¹ Archiviste de l'archidiocèse de Rimouski depuis 1990, l'auteur a complété un baccalauréat en histoire à l'université du Québec à Rimouski et un certificat en archivistique à l'université de Montréal. Il a fait un stage de perfectionnement offert par le Conseil canadien des archives (CCA) et travaillé comme analyste et archiviste de référence au Centre régional des ANQ à Rimouski. Il a aussi été membre de la Commission historique diocésaine pour la canonisation de mère Marie-Elisabeth Turgeon, fondatrice de la Congrégation de Notre-Dame du Saint-Rosaire. Il a publié des articles sur l'histoire régionale dans la revues et journaux locaux et collaboré à la publication de l'histoire du diocèse de Rimouski publiée sous la direction de Nive Voisine et Noël Bélanger.

Durant de nombreuses années, le classement et la mise en valeur de ces archives étaient le plus souvent confiés, en témoignage d'appréciation de leurs services, à des membres âgés de ces institutions, intéressés par l'histoire. L'accessibilité aux archives était alors limitée aux principaux administrateurs et personnes dûment autorisées. Au cours des années 1960-1970, sous l'effet combiné de la croissance de la masse documentaire et du développement des besoins administratifs, plusieurs de ces organismes ont senti la nécessité de se doter d'un personnel mieux préparé pour assurer la gestion de leurs archives. Cette conclusion était d'autant plus évidente que les chercheurs universitaires s'intéressaient de plus en plus aux archives ecclésiastiques.

Au cours des années suivantes, la mise en place de programmes de formation, d'associations professionnelles ainsi que la promulgation de législations ecclésiastiques et civiles ont suscité un dynamisme qui a rejoint les institutions religieuses dans leur façon d'aborder leurs archives. Touchés par ce phénomène, plusieurs diocèses ont embauché des archivistes professionnels pour assurer la tenue de leurs archives; pratique qui était réservée jusque-là aux diocèses de plus grande importance. L'arrivée de ces nouveaux effectifs profitera aux administrations diocésaines et aux nombreux chercheurs qui auront désormais un meilleur accès à ce riche patrimoine archivistique.

Afin de mieux faire connaître les caractéristiques et ressources des archives des diocèses canadiens, cette communication présentera le cadre juridique dans lequel elles ont évolué jusqu'à ce jour, l'étude d'un cas spécifique: celui des archives de l'archidiocèse de Rimouski, un coup d'oeil sur la recherche qui s'effectue dans les dépôts diocésains et, pour terminer, un aperçu des documents significatifs conservés qui constituent une source privilégiée pour l'histoire diocésaine.

I. Cadre juridique: ecclésiastique et civil

Aux termes du droit ecclésiastique, chaque diocèse est tenu de conserver ses documents administratifs. Ce devoir, qui nous paraît évident aujourd'hui, ne date pourtant que du XVI^e siècle, alors que le pape Pie V entérinait les recommandations du concile de Trente sur l'obligation de conserver les documents ecclésiastiques². Plus tard, le *Code de droit canonique* de 1917 est venu donner un cadre législatif plus étoffé pour ce qui est des

² PIE XII, «Discours du Souverain Pontife au Congrès des archivistes ecclésiastiques», trad. de J. Thomas-d'Hoste, *La Documentation catholique*, no. 1266 (8 décembre 1957), p. 1549.

conditions de conservation, d'accessibilité et de communication des archives diocésaines. Revue en 1983, cette législation est restée à peu près inchangée, la Commission de révision du code ayant voulu laisser aux conférences épiscopales le soin d'établir des réglementations particulières, plus conformes à leurs besoins³. Fait à noter, pour ses archives, l'Église orientale possède un droit particulier fort semblable à la législation de l'Église latine, dont nous traçons ici les grandes lignes.

A. Code de droit canonique

Le canon 482 confère au chancelier la garde des archives de la curie diocésaine. La fonction d'archiviste n'étant pas évoquée, on doit donc le considérer comme un «notaire»⁴, spécialement chargé du classement et de la conservation des documents de la curie. D'autres canons concernent les conditions générales de conservation des documents, leur accessibilité et leur communication (can. 486-488). Ainsi, on y mentionne que les archives diocésaines doivent être conservées avec le plus grand soin dans un local sûr, où elles seront classées et inventoriées (can. 486). Le dépôt qui les recèle doit être fermé à clé, aucune personne ne pouvant y accéder sans avoir eu l'autorisation préalable de l'évêque ou celle du modérateur de la curie et du chancelier (can. 487, § 1). De plus, il est précisé que les personnes qui le désirent ou leurs mandataires ont le droit d'obtenir copie authentifiée de tout acte à caractère public les concernant (can. 487, § 2). Enfin, on y stipule que la communication des documents se fait habituellement sur place, mais que l'évêque ou le modérateur et le chancelier peuvent, le cas échéant, en autoriser l'emprunt pour une période de courte durée (can. 488).

Le droit canonique fournit les directives sur la nature des documents à conserver. Il s'agit des actes d'élection aux offices ecclésiastiques (can. 173), des inventaires d'archives des églises diocésaines (can. 491), des registres de confirmations (can. 895), des registres d'ordinations (can. 1053), des copies d'actes de bénédictions d'églises et de cimetières paroissiaux (can. 1208), des inventaires de biens à administrer (can. 1284) et des copies d'actes de fondations pieuses (can. 1306, § 2). Le code distingue également des archives dites secrètes qui doivent être conservées dans une armoire ou coffre clos, verrouillé et inamovible (can. 489). Seul l'évêque, ou l'administrateur diocésain en cas d'extrême nécessité, peut avoir accès à ces archives qui, en tout temps, doivent rester sur place (can. 490). Le code

³ Madeleine LAMOTHE, François DROUIN, Richard VIRR et Susan STANLEY, «Le patrimoine archivistique religieux. Une source indispensable pour la compréhension de l'histoire du Québec», *Archives*, vol. 24, nos. 1-2 (été-automne 1992), p. 152.

⁴ Roger PARALIEU, *Guide pratique du Code de droit canonique: notes pastorales*, Bourges, Éditions Tardy, 1985, p. 167.

identifie dans quelques canons les documents que l'évêque est tenu d'y déposer: les actes de causes criminelles en matière de mœurs et leur résumé (can. 489), le registre de certaines dispenses concédées (can. 1082), le registre des mariages secrets (can. 1133), le relevé de certaines monitions et réprimandes (can. 1339, § 3) ainsi que les actes et décrets des dossiers d'enquête préalable à un procès pénal (can. 1719).

Tout ce qui a été dit jusqu'à maintenant ne s'applique, de toute évidence, qu'aux archives de la curie. Cependant, on trouve d'autres types d'archives dans les évêchés (oeuvres diocésaines, personnel religieux, etc.). Le *Code de droit canonique* reste muet sur l'attention à donner à ces fonds. Cependant, le canon 491, § 2 demande aux évêques de veiller à l'établissement de dépôt(s) d'archives dans leur diocèse où seront conservés et rangés systématiquement des documents d'intérêt historique. On peut présumer que cette disposition engage la sollicitude des évêques à l'égard des autres archives conservées dans leur propre dépôt. En ce qui regarde la communication et l'accessibilité de ces documents, on peut croire qu'elles relèvent également de l'évêque diocésain, comme pour les autres dépôts d'archives historiques du diocèse (can. 491, § 3).

B. Autres législations ecclésiastiques

Le *Code de droit canonique* n'est pas la seule source de législation ecclésiastique. On peut aussi trouver dans les lois pontificales et les décrets des dicastères romains des dispositions particulières concernant les archives diocésaines. Ainsi, dans un décret de la Congrégation pour les Causes des saints portant sur la procédure des enquêtes faites par les évêques⁵, il est fait mention que la copie originale des actes d'instruction d'une enquête doit être conservée aux archives de la curie dans un contenant fermé et muni de sceaux.

Les législations des conférences épiscopales nationales et régionales peuvent également interférer sur la tenue des archives diocésaines. Sur la question des mariages par exemple, la Conférence des évêques catholiques du Canada a décrété que la célébration des mariages et l'obtention de dispense pour certains d'entre eux devaient être inscrites dans le registre de la curie⁶. L'assemblée des évêques du Québec a adopté, en mars 1993, les recommandations du comité des chanceliers du Québec touchant la tenue des registres paroissiaux, ce qui oblige désormais les paroisses à remettre

⁵ SACRÉE CONGRÉGATION POUR LES CAUSES DES SAINTS, «Procédure des enquêtes faites par les évêques. Décret de la Congrégation pour les Causes des Saints», *La Documentation catholique*, no. 1864 (18 décembre 1983), p. 1140-1142.

⁶ CONFÉRENCE DES ÉVÊQUES CATHOLIQUES DU CANADA, «Décret no. 13: Dispense de la forme canonique du mariage», *C.E.C.C.: Document officiel*, no. 571 (26 juin 1987).

aux archives de la curie diocésaine, chaque année, des feuilles-résumés des baptêmes, mariages et sépultures célébrés chez elles durant la dernière année⁷.

Enfin, de leur propre initiative, les évêques peuvent aussi adopter des mesures relatives aux documents à être versés aux archives de la curie et à leur accessibilité.

C. Législation civile

Au plan civil les archives diocésaines doivent être considérées comme des archives privées. À ce titre, elles ne sont touchées par aucune loi fédérale ou provinciale spécifique. La *Loi sur les archives*⁸ du Québec concerne avant tout les archives publiques, bien qu'un de ses chapitres tende à promouvoir la conservation des archives privées.

Cependant, quelques lois québécoises, touchant certaines activités de l'Église, sont venues interférer sur la tenue des archives diocésaines. La *Loi sur les évêques catholiques romains*⁹ constitue en corporation les évêques diocésains du Québec et les oblige à tenir des registres de leur administration. La *Loi sur les fabriques*¹⁰ autorise l'évêque du lieu à ériger des paroisses par décret, ce dernier devant être conservé. Elle lui confie, en outre, un rôle de visiteur, qui figure également dans la *Loi sur les cimetières catholiques romains*¹¹. Cette fonction donne à l'évêque diocésain la compétence d'approuver les dispositions administratives et financières de ces corporations. La *Loi sur les inhumations et les exhumations*¹², quant à elle, donne à l'évêque diocésain le pouvoir de les approuver.

D'autres lois québécoises et canadiennes, qui concernent les entreprises en général, ont aussi une incidence sur la conservation des documents diocésains. Prenons pour seul exemple les lois fédérale et provinciale concernant l'impôt et le revenu, qui contiennent des prescriptions relatives à l'obligation de tenir des livres et déterminent des durées de conservation pour certaines catégories de documents¹³.

En ce qui concerne l'accessibilité et la communication des documents, les archives diocésaines sont soumises aux dispositions générales du *Code*

⁷ ASSEMBLÉE DES CHANCELIERES ET CHANCELIERES DU QUÉBEC, *Petit guide canonique pour la tenue des registres paroissiaux (règles et procédures)*, s.l., s.éd., 1993, 31 p.

⁸ *Loi sur les archives*, L.R.Q., chap. A-21.1.

⁹ *Loi sur les évêques catholiques romains*, L.R.Q., chap. E-17.

¹⁰ *Loi sur les fabriques*, L.R.Q., chap. F-1.

¹¹ *Loi sur les cimetières catholiques romains*, L.R.Q., chap. C-69.

¹² *Loi sur les inhumations et les exhumations*, L.R.Q., chap. I-11.

¹³ Voir à ce sujet: Carol COUTURE et Jean-Yves ROUSSEAU, *Les archives au XX^e siècle*, Montréal, Service des archives, université de Montréal, 1985, p. 178-180.

*civil du Québec*¹⁴ et à la *Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé*¹⁵.

II. Étude de cas: les Archives de l'Archidiocèse de Rimouski

A. Cadre matériel

Érigé canoniquement le 15 janvier 1867 par le pape Pie IX, le nouveau diocèse de Rimouski fut confié à M^{gr} Jean Langevin. La même année, ce dernier prit possession du presbytère Saint-Germain et en fit son évêché. C'est dans un local de cet édifice qu'il logea vraisemblablement les archives de la curie diocésaine. Deux ans plus tard, en 1869, il fit ériger un nouvel évêché en annexe à sa résidence. Un inventaire, datant de l'année 1895, nous permet de situer les archives au premier étage de cet édifice dans la pièce destinée au secrétariat diocésain. L'équipement de rangement semble alors des plus rudimentaires. Il comprend: un casier avec boîtes-tiroirs & panneaux, un banc avec rayons, surmonté d'une armoire, un bureau double avec tiroirs, un coffre-fort, un pupitre sur pieds et deux casiers¹⁶.

Entre 1883 et 1890, il avait été fortement question d'agrandir cet édifice. Les plans de l'architecte David Ouellet prévoyaient même la mise en place d'une voûte pour les archives¹⁷. Toutefois, cette construction ne s'est jamais réalisée. Il faudra attendre encore une dizaine d'années avant que les archives du diocèse soient logées convenablement.

En 1900, l'abbé Georges Bouillon soumit à M^{gr} André-Albert Blais, évêque de Rimouski depuis 1891, deux séries de plans d'évêché. La deuxième série offrant, au dire de son concepteur, une meilleure protection des archives contre les incendies¹⁸. C'est sur cette dernière série que M^{gr} Blais arrêta finalement son choix. Il confia ensuite la correction et l'exécution des plans à l'architecte J.-B. Verret¹⁹. De cette manière, les archives diocésaines se trouvèrent logées au rez-de-chaussée du nouveau palais épiscopal.

¹⁴ *Code civil du Québec*.

¹⁵ *Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé*, Lois du Québec, 1993, chap. 17.

¹⁶ Inventaire de l'évêché de St-Germain de Rimouski, 1895, Archives de l'Archidiocèse de Rimouski (désormais AAR).

¹⁷ Soumission de L.-O. Vézina pour la construction d'une rallonge à l'évêché de Rimouski, 26 mai 1890, AAR.

¹⁸ Lettre de l'abbé Georges Bouillon à M^{gr} André-Albert Blais, 12 février 1900, AAR.

¹⁹ Luc Noppen, *Au musée des Beaux-Arts du Canada. «Une des plus belles chapelles du pays»*, Ottawa, Musée des Beaux-Arts du Canada, 1988, p. 105.

Dans les décennies qui suivirent, on se rendit compte que cette voûte n'offrait pas de garanties suffisantes contre le feu. D'ailleurs, lors de l'incendie de Rimouski, en 1950, on avait commencé l'évacuation des archives devant l'avancée des flammes. Aussi, fut-il bientôt question de relocaliser les archives diocésaines. En 1964, on suggéra la construction d'un nouveau secrétariat diocésain, incluant une pièce sécuritaire dans laquelle on aurait transféré les archives diocésaines²⁰. Ce projet ayant été rejeté, on reporta à plus tard le déménagement des archives. Finalement, en 1969, on s'entendit pour construire une voûte de trois niveaux (sous-sol, rez-de-chaussée et premier étage) attenante à l'archevêché par le rez-de-chaussée. La conception des plans fut confiée à l'architecte Firmin Lepage et la construction de l'édifice fut complétée en 1970. Les archives diocésaines y sont logées depuis ce temps.

B. Importance de la documentation

De tous les fonds et collections d'archives conservés à l'archevêché de Rimouski, le fonds de la curie diocésaine est sans contredit le plus important, tant par l'intérêt de sa documentation que par son ampleur. Il comporte en effet 47,92 mètres de documents textuels, 11 828 documents audiovisuels, 1 148 documents cartographiques et 4 590 documents imprimés. Il se compose de 24 séries suivant un classement par activités ou par sujets. Ses pièces les plus anciennes remontent au XVII^e siècle.

Les archives de la curie diocésaine de Rimouski touchent les principales activités de toute administration diocésaine. Elles se rapportent aux trois charges confiées aux évêques: celles de sanctifier, d'enseigner et de gouverner (can. 375).

C. Historique de la conservation

Le fonds de la curie diocésaine de Rimouski a été constitué à partir de pièces d'archives récupérées de l'archidiocèse de Québec. Ces documents touchaient essentiellement l'administration paroissiale²¹. Les circonstances entourant le partage et le transfert des documents, nous sont révélées par une correspondance échangée entre l'archevêque de Québec et l'évêque de Rimouski entre 1867 et 1868. Dans une première lettre en date du 19 décembre 1867, M^{gr} Charles-François Baillargeon réclame certains documents que

²⁰ Registre des délibérations du Chapitre de la Cathédrale de St-Germain de Rimouski, AAR, Reg. I, p. 192.

²¹ Certains actes relatifs au territoire du diocèse de Rimouski ne pouvaient être transférés à sa curie diocésaine, puisqu'ils étaient indissociable des Archives de l'archidiocèse de Québec. Pensons seulement aux registres d'insinuations, aux registres de visites pastorales, etc.

l'abbé Edmond Langevin, frère de l'évêque de Rimouski, aurait empruntés quelques mois plus tôt dans l'intention d'en prendre copie. Il termine sa lettre en disant que l'archevêché de Québec se doit de conserver ces documents, auxquels il peut «être obligé de recourir au premier moment»²². Dans sa réponse du 22 décembre 1867, M^{gr} Langevin affirme que son frère se croyait certain d'avoir obtenu l'autorisation de l'archevêque, et lui adresse une série d'observations tendant à prouver sa bonne foi et la nécessité qu'il a de consulter ces documents. Il dresse, en outre, une liste assez exhaustive des documents récupérés par l'abbé Edmond Langevin:

La plupart de ces documents sont des requêtes, procès-verbaux, décrets, etc, pour érection ou annexion ou démembrement de paroisses, construction ou réparation d'églises, presbytères etc, déjà enregistrés à l'Archevêché. [...] Il y a encore parmi ces documents les titres de certaines terres d'églises, etc. [...] Enfin ces dossiers renferment quelques lettres explicatives de ces différentes affaires, et des motifs qui ont dû amener les décisions²³.

En terminant sa lettre, M^{gr} Langevin rappelle à son interlocuteur que le privilège de conserver les documents d'administration paroissiale avait déjà été concédé aux évêques de Montréal et de Trois-Rivières, lors de la division du diocèse de Québec, et que l'idée de faire copier tous ces documents était pour le moins contraignante²⁴.

La réaction de l'archevêque de Québec à cette lettre nous est inconnue. Mais, nous savons que M^{gr} Langevin consentit finalement à rendre certains documents. Dans une lettre adressée à M^{gr} Baillargeon en date du 7 février, M^{gr} Langevin dit lui retourner des papiers concernant les paroisses de Saint-Anaclet, l'Assomption de McNider, Sainte-Anne-des-Monts, Saint-Arsène, Sainte-Cécile du Bic, Saint-Bonaventure et Carleton. La nature des documents n'est pas précisée, pas plus que la base sur laquelle s'est fait le partage. Toutefois, M^{gr} Langevin reconnaît avoir «gardé huit titres de propriété et 2 états de missions»²⁵.

Il ne s'agissait pourtant pas des seuls documents provenant de l'archidiocèse de Québec. En effet, l'abbé Edmond Langevin avait encore en sa possession plusieurs papiers réunis alors qu'il était secrétaire de l'archevêque de Québec. Comme il les avait recueillis dans l'exercice de ses fonctions, il les considérait comme siens. Cette attitude, qui nous apparaît aujourd'hui tout à fait injustifiée, était alors fort répandue dans les adminis-

²² Lettre de M^{gr} Charles-François Baillargeon à Mgr Jean Langevin, 19 décembre 1867, AAR.

²³ Lettre de M^{gr} Jean Langevin à M^{gr} Charles-François Baillargeon, 22 décembre 1867, AAR.

²⁴ *Ibid.*

²⁵ Lettre de M^{gr} Jean Langevin à M^{gr} Charles-François Baillargeon, 7 février 1868, AAR, Correspondance générale, Reg. A, no. 178.

trations religieuses et civiles. Cette confusion entre documents personnels et institutionnels pouvait également se produire au moment du règlement d'une succession. Cette situation se présenta d'ailleurs au décès de M^{gr} Jean Langevin en 1892. Son frère Hector, appelé à régler ses dernières volontés, s'appropriâ alors plusieurs documents rassemblés par le premier évêque de Rimouski. Lors du décès de M^{gr} Charles-Félix Cazeau en 1881, M^{gr} André-Albert Blais avait agi de même. Lorsqu'il fut nommé coadjuteur à Rimouski en 1889, M^{gr} Blais apporta avec lui les papiers de l'ancien vicaire général de Québec. Dans les années qui suivirent, on tenta le mieux possible de corriger cet état de choses. Ainsi, les papiers Cazeau furent restitués aux archives de l'archidiocèse de Québec en trois versements: 1935, 1972 (avec les papiers d'Edmond Langevin) et 1974²⁶. Les archives diocésaines de Rimouski recouvrèrent elles aussi leur dû, lorsque Thomas Chapais (gendre d'Hector Langevin) et sa nièce, Julienne Barnard, remirent à M^{gr} Courchesne un lot de papiers Langevin en 1939²⁷ et 1946²⁸.

Si les archives diocésaines ont eu à déplorer quelques irrégularités dans le passé, certaines soustractions s'avéraient pourtant nécessaires, compte tenu de l'évolution administrative du diocèse. Ainsi, à deux reprises, en 1882 et en 1922, lors des divisions donnant naissance à l'actuel diocèse de Baie-Comeau et celui de Gaspé, les archives relevant de ces nouvelles administrations diocésaines (des dossiers paroissiaux essentiellement) furent alors acheminées à leur curie respective.

D. Personnel des archives diocésaines

Profitant de la large expérience de son frère Edmond comme secrétaire de l'archevêque de Québec (1842-1867), M^{gr} Jean Langevin en fit son premier vicaire général le 1^{er} mai 1867. C'est à lui qu'il confia la tâche de prélever des archives de l'archidiocèse de Québec les documents nécessaires à sa nouvelle administration. C'est sans doute à lui également qu'il confia le soin d'organiser les archives diocésaines; certaines pratiques d'inscription d'actes et de correspondance, alors en usage à Québec, viennent confirmer cette hypothèse.

Quant au travail de classement et de description des archives diocésaines, on peut présumer qu'il fut confié aux secrétaires choisis parmi les jeunes prêtres et les séminaristes doués. Parmi ces derniers, signalons Joseph-Romuald Léonard (1876-1931), futur évêque de Rimouski, qui s'est particulièrement illustré dans ce domaine. Nommé pro-secrétaire de l'évêque en

²⁶ Lettre de l'abbé Armand Gagné à M^{gr} Louis Levesque, 20 septembre 1972. Lettre du chanoine Léo Bérubé à l'abbé Armand Gagné, 15 juillet 1974, AAR.

²⁷ Lettre de Thomas Chapais à M^{gr} Georges Courchesne, 11 octobre 1939, AAR.

²⁸ Lettre de Julienne Barnard à M^{gr} Georges Courchesne, 9 septembre 1946, AAR.

1896, puis secrétaire en 1899, il effectua des travaux considérables aux archives. Le chanoine Fortunat Charron (1880-1933), dans un ouvrage à sa mémoire, en fait d'ailleurs une description impressionnante²⁹. On lui doit très certainement d'avoir contribué au déménagement et à l'aménagement des archives dans le nouvel évêché en 1903. Toutes ces entreprises devaient d'ailleurs ruiner sa santé. Devenu évêque de Rimouski en 1919, il reprendra son travail aux archives diocésaines, dressant ainsi «un monument que seules sa préparation antérieure et sa rapidité fulgurante d'exécution pouvaient rêver»³⁰.

Le 1^{er} mai 1920, fait nouveau³¹, un chancelier était nommé pour la rédaction et la garde des actes et des livres de la chancellerie³². Depuis lors, c'est au chancelier qu'appartient la responsabilité des archives diocésaines. Il lui revient, en principe, d'assumer les tâches proprement archivistiques. Cependant, à différentes époques, il fut soutenu dans son travail par des secrétaires et des archivistes nommés spécialement à cet effet. M^{gr} Charles-Alphonse Carbonneau, généalogiste réputé, servit comme archiviste et bibliothécaire à l'évêché entre 1920 et 1936. On lui doit l'élaboration de fichiers pour le clergé et les paroisses en ce qui a trait aux actes d'insinuation. M^{gr} Médard Belzile, vice-gérant à l'archevêché (1936-1953), sans être nommé spécifiquement archiviste, oeuvra également aux archives diocésaines. Son travail se remarque surtout au niveau des fichiers-index des registres d'insinuation. Le chanoine Léo Bérubé nommé historiographe et vice-archiviste oeuvra quant à lui, de 1956 à 1990. Historien de valeur, il organisa le classement actuel des archives historiques. Soeur Jeannette Girard, r.s.r., a travaillé au niveau des archives courantes du diocèse au cours des années 1969 et 1970. Formée à l'archidiocèse de Montréal, elle donna un cadre de classement aux archives actives du diocèse. Signalons enfin, l'apport de soeur Nicole St-Hilaire, o.s.u., qui s'est occupée des archives courantes du diocèse, entre 1971 et 1990, tout en étant secrétaire de l'archevêque. Depuis 1990, un archiviste laïc est à la direction des archives diocésaines. Sa charge comprend les archives courantes et les archives historiques.

²⁹ Fortunat CHARRON, M^{gr} Léonard, Rimouski, s.éd., 1931, p. 6-7.

³⁰ *Ibid.*, p. 18.

³¹ Bien que l'abbé Jean-Baptiste fût quelques années chancelier diocésain (1867-1870), rien n'indique que sa nomination eut une influence sur le statut des archives diocésaines.

³² Nomination de l'abbé Pierre-Félix Sirois à titre de chancelier diocésain, 1^{er} mai 1920, AAR, Insinuations, Reg. L, p. 10 recto.

III. Archives diocésaines et recherche

A. Intérêt pour l'histoire

La fonction première de tout archiviste diocésain est de répondre le plus efficacement et le plus rapidement possible aux besoins de l'administration, mais il est également sollicité par une autre clientèle, celle des chercheurs. Les champs d'intérêt de ces derniers sont multiples: histoire, géographie, architecture, généalogie, démographie, etc.

Du seul point de vue de la recherche historique, les archives diocésaines ont alimenté, par leur documentation, la rédaction de nombreuses synthèses. Signalons au passage, celle consacrée à l'histoire du catholicisme québécois³³ publiée sous la direction de Nive Voisine, les ouvrages de la collection «Les régions du Québec», publiés par l'Institut québécois de recherche sur la Culture, sans oublier la toute récente histoire du diocèse de Rimouski³⁴ publiée sous la direction de Nive Voisine et Noël Bélanger. La recherche effectuée dans les dépôts d'archives diocésaines a grandement contribué à la publication de nombreuses monographies paroissiales, enrichissant ainsi l'histoire locale. Enfin, du point de vue de la recherche biographique, les archives diocésaines constituent une source d'informations incontournable. Les auteurs de l'imposant *Dictionnaire biographique du Canada*³⁵ y ont d'ailleurs puisé amplement.

B. Conservation, accessibilité et instruments de recherche

Dans le passé, les diocèses catholiques ont démontré un souci réel de préservation de leurs archives, ce qui en fait aujourd'hui l'une des sources les plus complètes au plan archivistique au Canada. Toutefois, l'état de conservation des archives diocésaines varie sensiblement d'un dépôt à l'autre. Certains disposent d'équipements modernes, tenus par un personnel compé-

³³ Nive VOISINE, dir., *Histoire du catholicisme québécois*, Montréal, Boréal Express, 1984-, 4 tomes parus.

³⁴ Nive VOISINE et Noël BÉLANGER, dir., *Le Diocèse de Rimouski (1867-1992)*, Rimouski, Archevêché de Rimouski, 1994, 352 p.

³⁵ *Dictionnaire biographique du Canada / Dictionary of Canadian Biography*, Sainte-Foy / Toronto, Les presses de l'université Laval / University of Toronto Press, c1966-1994, vol. I à XIII.

tent. D'autres ne peuvent assurer un traitement adéquat de leurs archives, vu l'insuffisance de leur personnel et de leurs ressources financières³⁶.

En 1981, le Centre de recherche en histoire religieuse du Canada a publié un *Guide sommaire des archives des diocèses catholiques au Canada*³⁷, résultat d'une vaste enquête auprès de tous les diocèses du Canada sur la situation de leurs archives. Les réponses à ce sondage nous renseignent plus spécialement sur les aspects de conservation et d'accessibilité. Ainsi, y apprend-on que, sur les 70 diocèses interrogés, 37 ont leurs archives classées, 15 classées partiellement et 8 non-classées, 10 n'ayant pas donné de réponse. Cette enquête révèle aussi que seulement 24% des diocèses possèdent des instruments de recherche complets ou partiels pour leurs archives. À ce niveau, la situation ne semble pas avoir beaucoup évolué depuis 1981. Dans un guide sommaire des archives religieuses canadiennes³⁸, publié en 1992 par le Regroupement des archivistes religieux (RAR), on peut situer à 29% le nombre de diocèses possédant des inventaires pour leurs archives. Cette augmentation par rapport à 1981 n'est pourtant pas significative, puisque seulement 47 diocèses ont bien voulu répondre aux questions adressées par le RAR.

Ainsi, dans plusieurs diocèses, le chercheur est encore tributaire de l'archiviste en place pour ce qui est de l'accès aux documents. Par ailleurs, signalons que la consultation des archives diocésaines se fait généralement après entente avec la chancellerie. Enfin, notons que plusieurs diocèses imposent une restriction sur la consultation des documents récents.

Pour les assister dans leur travail, les chercheurs disposent de certains répertoires publiés. Nous avons déjà indiqué les deux guides sommaires du Centre de recherche en histoire religieuse du Canada et du Regroupement des archivistes religieux. À ces ouvrages généraux, on pourrait également ajouter les inventaires sommaires ou analytiques publiés par certains diocèses dans des rapports et revues historiques³⁹. Enfin, les chercheurs intéressés trouveront dans plusieurs diocèses des instruments de recherche, à tout le

³⁶ Marcel CAYA, dir., *Les archives canadiennes en 1992*, Ottawa, Conseil canadien des archives, 1992, p. 48.

³⁷ CENTRE DE RECHERCHE EN HISTOIRE RELIGIEUSE DU CANADA, *Guide sommaire des archives des diocèses catholiques au Canada / Abridged Guide to the Archives of Catholic Dioceses in Canada*, Ottawa, Centre de recherche en histoire religieuse de l'université Saint-Paul, 1981, 148 p.

³⁸ André FORGET, s.g. et Robert HÉMOND, c.s.v., dir., *Archives religieuses, Guide sommaire*, Montréal, Regroupement des archivistes religieux, 1992, 337 p.

³⁹ Pour l'Archidiocèse de Montréal:

Un inventaire général des dossiers et registres des origines à 1896 a été publié dans la *Revue d'histoire de l'Amérique française*, entre 1966 et 1970.

moins sommaires et d'usage interne, qui pourront leur être fort utiles pour le repérage des documents.

IV. Source privilégiée pour l'histoire des diocèses

L'historiographie religieuse canadienne s'est jusqu'ici peu intéressée à l'évolution des diocèses catholiques. Les premières monographies diocésaines remontent à une quinzaine d'années seulement. Elles commémorent pour la plupart un anniversaire diocésain. Assez souvent, elles se présentent sous forme de recueil historique, contenant une série de témoignages sur les personnalités et institutions diocésaines. Peu cependant sont de véritables synthèses historiques. Pourtant, nombreuses et variées sont les références documentaires disponibles pour ce type d'ouvrage. Les archives diocésaines sont d'ailleurs l'une des principales sources à considérer lorsque vient le temps d'écrire une histoire diocésaine.

A. Les fonds conservés aux archives diocésaines

Mais que trouve-t-on au juste dans ces dépôts d'archives qui puissent intéresser la rédaction d'une monographie diocésaine? En principe, la plupart des fonds conservés dans ces archives peuvent fournir de la matière aux auteurs de ce genre d'ouvrage historique. Sans vouloir en faire une liste exhaustive, limitons-nous plutôt à en identifier les principaux genres. Nous avons évoqué précédemment le fonds de la curie, mais il y a encore d'autres archives dans les dépôts diocésains, tels les fonds des synodes, des conseils épiscopaux, des services et offices de pastorale, des oeuvres diocésaines, des paroisses et dessertes, des associations et mouvements et, bien sûr, des individus. Si la plupart des dépôts diocésains possèdent, en totalité ou en partie, les fonds susmentionnés, d'autres conservent aussi une collection de documents divers ne se rattachant à aucun de ces fonds. De même, d'autres dépôts peuvent détenir des copies de documents conservés dans d'autres centres d'archives. Pensons par exemple aux documents provenant des archives vaticanes concernant un diocèse en particulier.

Des inventaires analytiques de la correspondance des évêques Lartigue et Bourget (1819-1850) et de cinq vicaires généraux de Montréal (1761-1816) ont été publiés dans le *Rapport de l'archiviste de la province de Québec* entre 1941 et 1969.

Pour l'Archidiocèse de Québec:

Un guide sommaire a été publié par Ivanhoé Caron dans le rapport 1934-35 de la *Société canadienne d'histoire de l'Église catholique*.

Un inventaire partiel pour la période 1659-1759 a été publié dans le *Rapport de l'archiviste de la province de Québec* entre 1939 et 1942.

Un inventaire pour la période 1760-1840 a été publié dans le *Rapport de l'archiviste de la province de Québec* entre 1929 et 1939.

B. Le fonds de la curie diocésaine de Rimouski

Il serait impossible de donner un aperçu même sommaire du contenu de l'ensemble de ces fonds, vu leur nombre et leur diversité. Mieux vaut donc se concentrer sur un fonds présent dans tous les diocèses et dont la documentation est similaire: le fonds institutionnel. Partant d'un cas type, le fonds de la curie diocésaine de Rimouski, nous tenterons d'évoquer les principaux documents qui le composent et qui peuvent intéresser l'historien. On ne peut toutefois affirmer que cet exposé touchera l'ensemble des réalités diocésaines, l'ancienneté d'un dépôt jouant bien évidemment sur la nature des documents qui y sont conservés. Mais, comme les archives de la curie rimouskoise ont été organisées en 1867 et couvrent plus de trois siècles, on peut considérer qu'elles constituent un modèle significatif.

C. Composantes de ce fonds

Afin de bien couvrir les principaux documents qui composent ce fonds, une approche selon le genre des documents a été privilégiée.

Commençons d'abord par la catégorie la plus volumineuse et la plus précieuse, celle des documents textuels. Nous trouvons sous cette rubrique d'irremplaçables registres touchant l'administration générale du diocèse. Les registres d'insinuation comptent quinze volumes s'étalant sur une centaine d'années (1867-1968). Y sont consignés intégralement ou en résumé tous les actes de l'administration diocésaine: lettres de nominations aux offices ecclésiastiques et de pouvoirs donnés au clergé, actes d'ordinations, lettres pastorales et circulaires adressées aux fidèles, au clergé et aux religieux, décrets divers touchant les instituts, les paroisses et les individus, autorisations diverses données au clergé, aux fabriques, aux communautés, etc. Les registres des lettres expédiées sont répartis en deux catégories: la correspondance générale et la correspondance confidentielle. Ceux de la première catégorie forment une collection de vingt et un volumes et renferment la copie des lettres expédiées par l'évêque ou son vicaire général entre 1867 et 1919. La seconde catégorie est de même source, mais touche uniquement la correspondance confidentielle. Elle est répartie en quatre tomes couvrant la période située entre 1873 et 1900. Les correspondants sont de tous les horizons et de toutes les situations. La majeure partie de cette correspondance est composée de sollicitations ou de réponses à des requêtes.

Les autres documents textuels, classés par provenance ou sujet, touchent tous les aspects de la vie diocésaine. Il y a d'abord des documents qui certifient la constitution du diocèse et son évolution (bulles d'érection, de division, etc.).

Il y a aussi des documents qui concernent les relations entre le diocèse et la hiérarchie religieuse: nonciature apostolique, congrégations romaines et Saint-Siège. Parmi ces dossiers, nous trouvons de nombreuses copies de rapports expédiés à Rome concernant le diocèse, dont les fameux rapports quinquennaux, qui dressent un portrait global de la situation du diocèse telle que vue par son évêque.

Il y a également des dossiers qui concernent les institutions diocésaines (séminaire, grand séminaire, etc.), les paroisses, les communautés religieuses, les associations pieuses et les mouvements apostoliques. On y trouve des requêtes, des décrets et autorisations, des règlements, des rapports d'activités, des rapports financiers et, bien sûr, une abondante correspondance.

De tous ces dossiers, celui qui concerne les paroisses est certainement l'un des plus riches pour qui veut composer une histoire diocésaine. Dans leur rapport annuel préparé d'après un questionnaire imprimé, les curés tracent un portrait de l'état général de leur paroisse. Ce rapport est un véritable instrument de contrôle pour l'administration épiscopale. On trouve aussi dans les dossiers paroissiaux des rapports périodiques sur l'état démographique, économique, social, moral et religieux de la paroisse. M^{gr} Georges Courchesne en commanda la rédaction à trois reprises, soit en 1931, 1938 et 1945, afin de rédiger son propre rapport quinquennal.

Les registres de visites pastorales viennent compléter les dossiers des paroisses. On y trouve les ordonnances épiscopales à être exécutées, mais également certaines notes rassemblées par l'évêque. Ces renseignements pris comme aide-mémoire sont nombreux et variés, allant des finances des fabriques à la moralité des fidèles.

Les dossiers personnels des évêques et du clergé sont également riches en informations. Ils nous renseignent sur leur quotidien, leurs occupations, leurs difficultés, etc. Fait à noter: on trouve également des lettres de prêtres dans les dossiers des organismes pour lesquels ils ont oeuvré.

La série des dossiers de correspondance des diocèses du Québec et du Canada fournit une précieuse documentation. À ce titre, le dossier de Québec, qui fut métropolitain de Rimouski jusqu'en 1946, contient des lettres très significatives pour la compréhension de de l'histoire de la région.

Restent les documents qui touchent les finances du diocèse. On y rencontre des registres de comptes, de recettes et de déboursés et d'autres livres subsidiaires contenant diverses informations comme, par exemple, le revenu des quêtes. Tous ces registres nous renseignent sur l'état financier de la corporation épiscopale de Rimouski.

On trouve enfin des documents qui concernent les biens meubles et immeubles de la corporation épiscopale. À travers les titres de propriétés et contrats de vente, on peut découvrir l'évolution du domaine foncier de l'évêché. D'autres papiers nous renseignent aussi sur les résidences successives des évêques et même sur l'état de leur mobilier.

Dans la catégorie des documents audio-visuels, on conserve bien sûr le film du congrès eucharistique de 1955, mais également quantité de photographies évoquant des personnalités diocésaines et des événements religieux de toutes sortes: depuis l'arrivée de M^{gr} Langevin en 1867 jusqu'aux fêtes du 125^e anniversaire du diocèse en 1992. Les cartes et plans permettent d'apprécier l'évolution du territoire diocésain et des différents monuments architecturaux.

Les documents imprimés constituent une source d'informations considérable pour l'histoire. Les collections de mandements des évêques offrent en effet de précieux renseignements sur la vie diocésaine et la pensée de ses chefs spirituels.

Cette énumération, déjà fort longue, donne une faible idée de tout le potentiel que comporte le fonds institutionnel de l'archevêché de Rimouski, du point de vue de la recherche historique et plus particulièrement de la monographie d'histoire diocésaine. Le contact personnel du chercheur avec cette source unique d'information lui permettra mieux encore d'en apprécier la valeur.

Conclusion

Les archives diocésaines du Canada ont une histoire qui s'étale sur plus de trois siècles. Nées à l'époque de la Nouvelle-France, elles se sont multipliées suivant la mise en place et le développement des nouvelles administrations ecclésiastiques. Protégées par les dispositions du concile de Trente dès leur création, les archives diocésaines du Canada ont été soumises depuis à des lois ecclésiastiques et civiles de plus en plus précises et efficaces. Ce cadre législatif a ainsi permis des améliorations notables quant aux conditions de conservation, d'accessibilité et de communication de ces documents.

Sensibles à la préservation de leurs propres archives diocésaines, les évêques de Rimouski ont très tôt manifesté le souci de leur fournir un cadre matériel adéquat. Protégées efficacement des sinistres, les archives de la curie se sont développées sans perte notable pour constituer aujourd'hui le fonds le plus important de l'archevêché de Rimouski. Aussi, pour en assurer la pérennité, les évêques rimouskois ont-ils confié la garde des archives dio-

césaines d'abord à un secrétaire, puis à un chancelier assisté, selon les époques, par un personnel spécialement assigné aux archives.

Avec le développement de la recherche, les archives diocésaines, à Rimouski comme ailleurs, ont été appelées à s'ouvrir aux historiens. Les travaux qu'ils effectuèrent dans ces dépôts amenèrent d'ailleurs la publication de nombreux ouvrages historiques, dont plusieurs ont fait autorité. Cependant, l'accès aux archives diocésaines reste encore aujourd'hui conditionnel à l'état de conservation de leurs documents. Au cours des dernières années, plusieurs diocèses se sont fait un devoir de rendre accessibles leurs archives en se dotant d'un personnel qualifié pour en assurer le classement et la description. Toutefois, l'absence d'instruments de recherche, même sommaires, se fait toujours sentir dans plusieurs diocèses. Aussi, l'historien doit-il encore compter sur la collaboration de l'archiviste diocésain pour lui faire connaître toutes les richesses de son dépôt.

Les ressources archivistiques des dépôts diocésains sont fort nombreuses, bien que le fonds de la curie occupe une place privilégiée dans l'ensemble. À partir d'un cas type, le fonds institutionnel de l'archevêché de Rimouski, nous avons vu à quel point cet ensemble documentaire pouvait fournir de précieuses pistes à l'historien, notamment pour celui qui rédige une monographie d'histoire diocésaine. Bien que plusieurs de ces avenues soient déjà connues et utilisées, osons espérer que cette communication aura contribué à en faire connaître de nouvelles.